

Sept 2016

# Mondialisation, risques politiques et géopolitiques

Tania Sollogoub

# 1 LA CONVERGENCE DES RISQUES

- Gouvernabilité et légitimité
- Malaise de la classe moyenne, rupture avec les élites
- La nouvelle Vox Populi

Des incertitudes économiques structurelles

- La stagnation séculaire
- La Chine
- La fin de la rente

La faiblesse de la démocratie

**Incertitude et arbitraire**

Un risque géopolitique durable

- Un cycle électoral
- Les populismes et la fragmentation politique
- La résistance des institutions
- L'impact sur les agents

Des risques politiques en Europe et aux USA

- La volonté de puissance
- Des acteurs incontrôlables
- Des chocs transversaux (terrorisme, risque numérique, migrations,...)

## 2

## LE SYNDROME DE ZWEIG : le monde des autres...

« On pouvait se fier à la fortune pour calfeutrer murs et fenêtres. Les catastrophes qui pouvaient advenir au loin, à la périphérie, ne traversaient pas les parois bien capitonnées de cette vie assurée (....). On croyait aussi peu à des rechutes vers la barbarie (...) qu'aux spectres et aux sorciers

- **Un monde sans risque**
- ... où l'on oublie la puissance de la peur
- **Un monde mal analysé : la crise de la représentation et la société de la défiance**

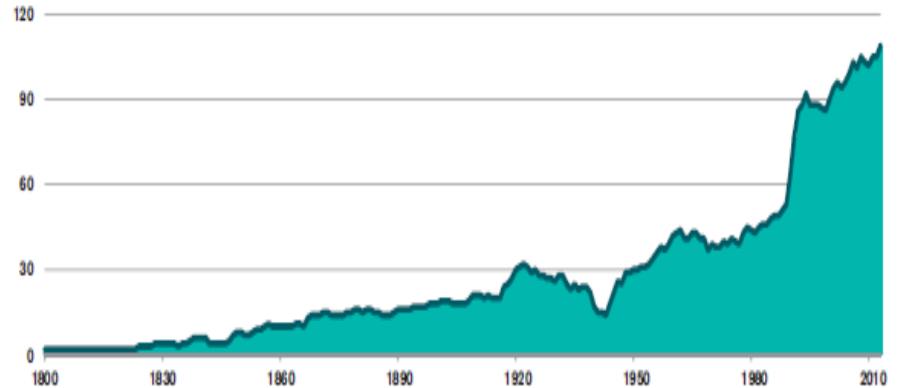
La chute des murs protecteurs des classes transforma les majorités qui somnolaient à l'abri de tous les partis en une seule grande masse inorganisée et déstructurée d'individus furieux. Ils n'avaient rien en commun sinon une vague conscience que les espoirs des adhérents des partis étaient vains (....) Naissance d'une solidarité négative (...).

Hannah Arendt (le système totalitaire)

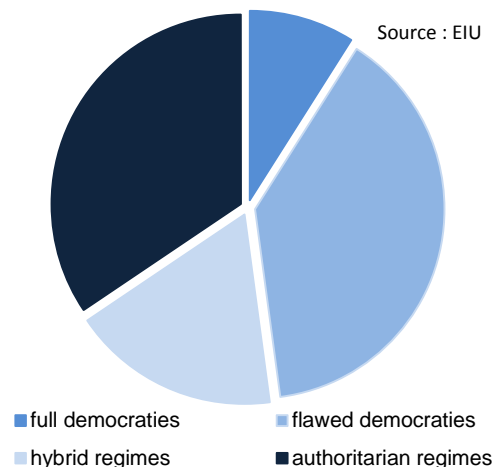
### La démocratisation va se poursuivre...

The rise of democracy

Number of democratic countries



### Donc en réalité : la «récession démocratique»



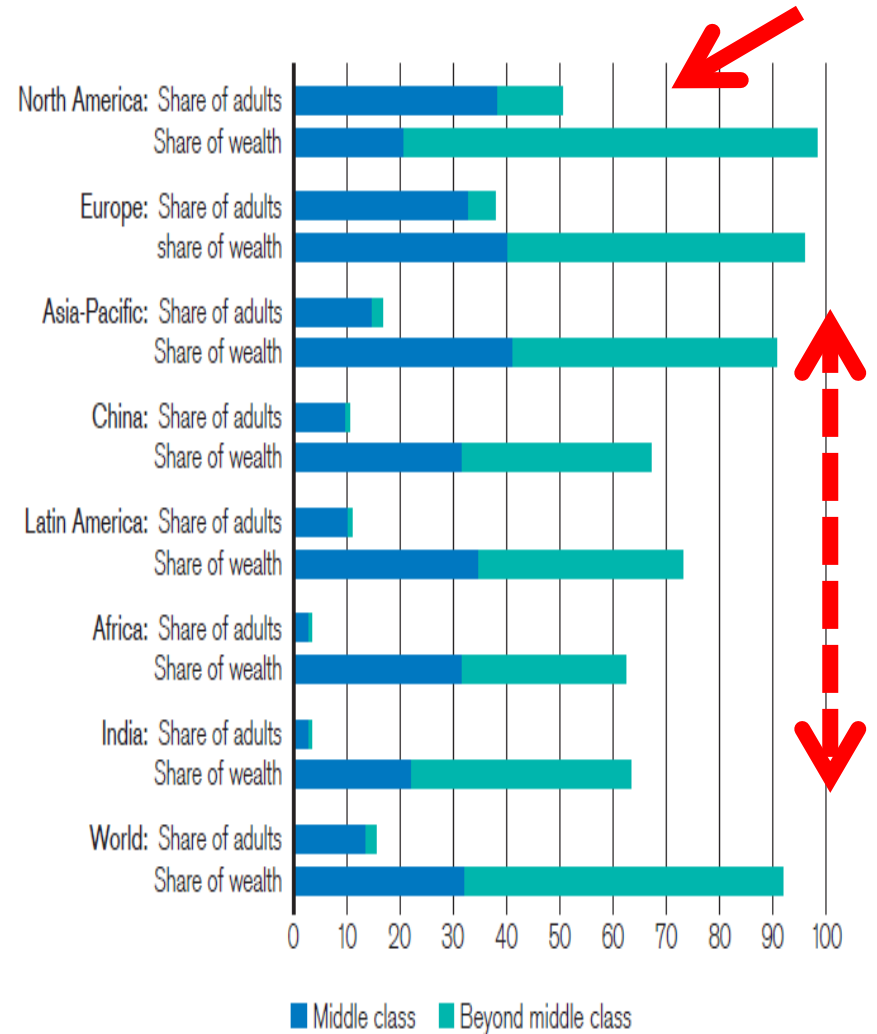
# LE PROBLEME DU PARTAGE DE LA RENTE ET DE LA PERCEPTION DES RISQUES

La puissance politique de l'exclusion (la transition démographique, les migrations, le chômage des jeunes, les inégalités régionales)

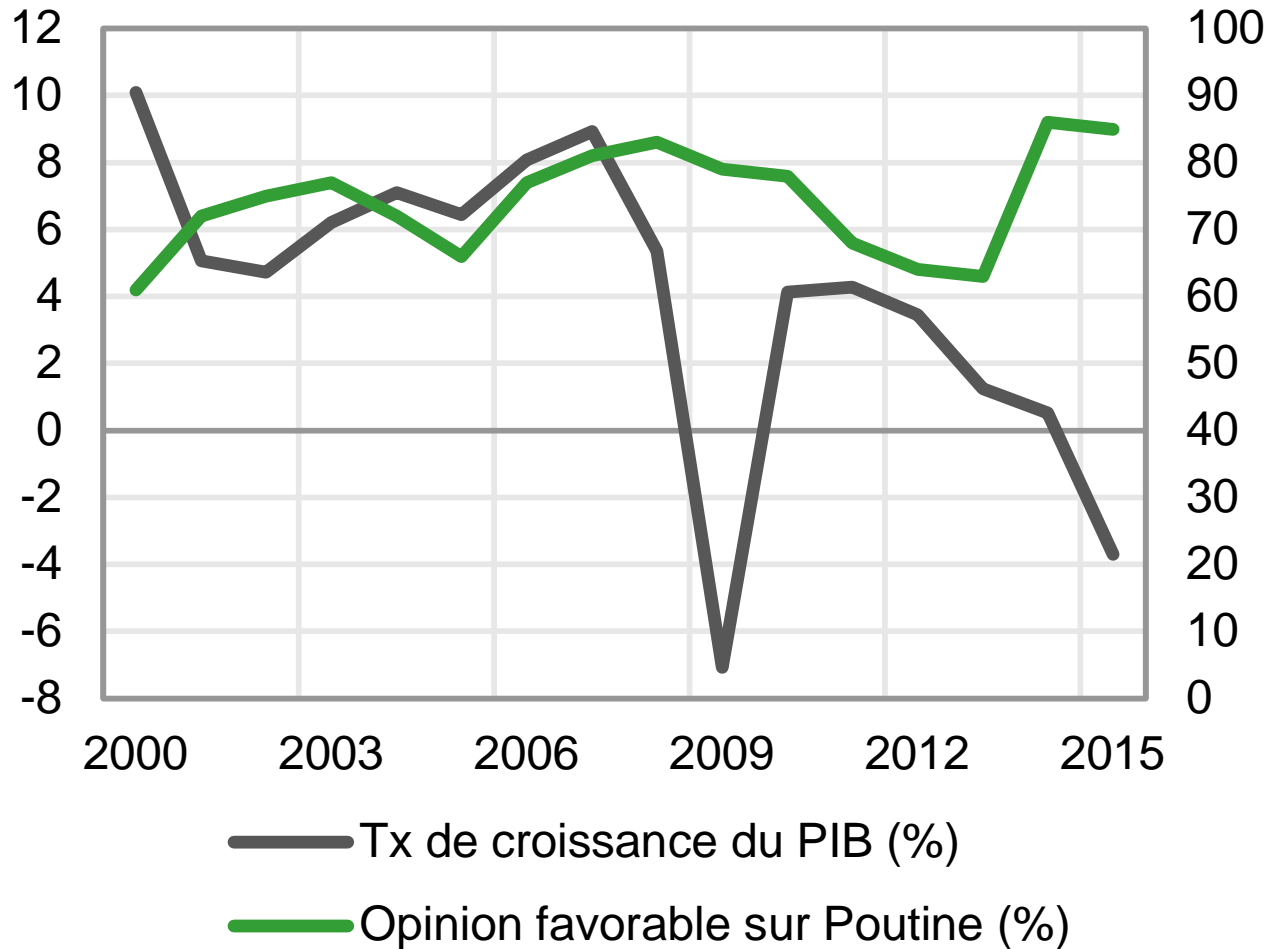
La puissance politique des inégalités perçues (les *frustrated achievers*, la trappe à revenu intermédiaires, l'éducation, l'élite globale)

La puissance politique de la corruption

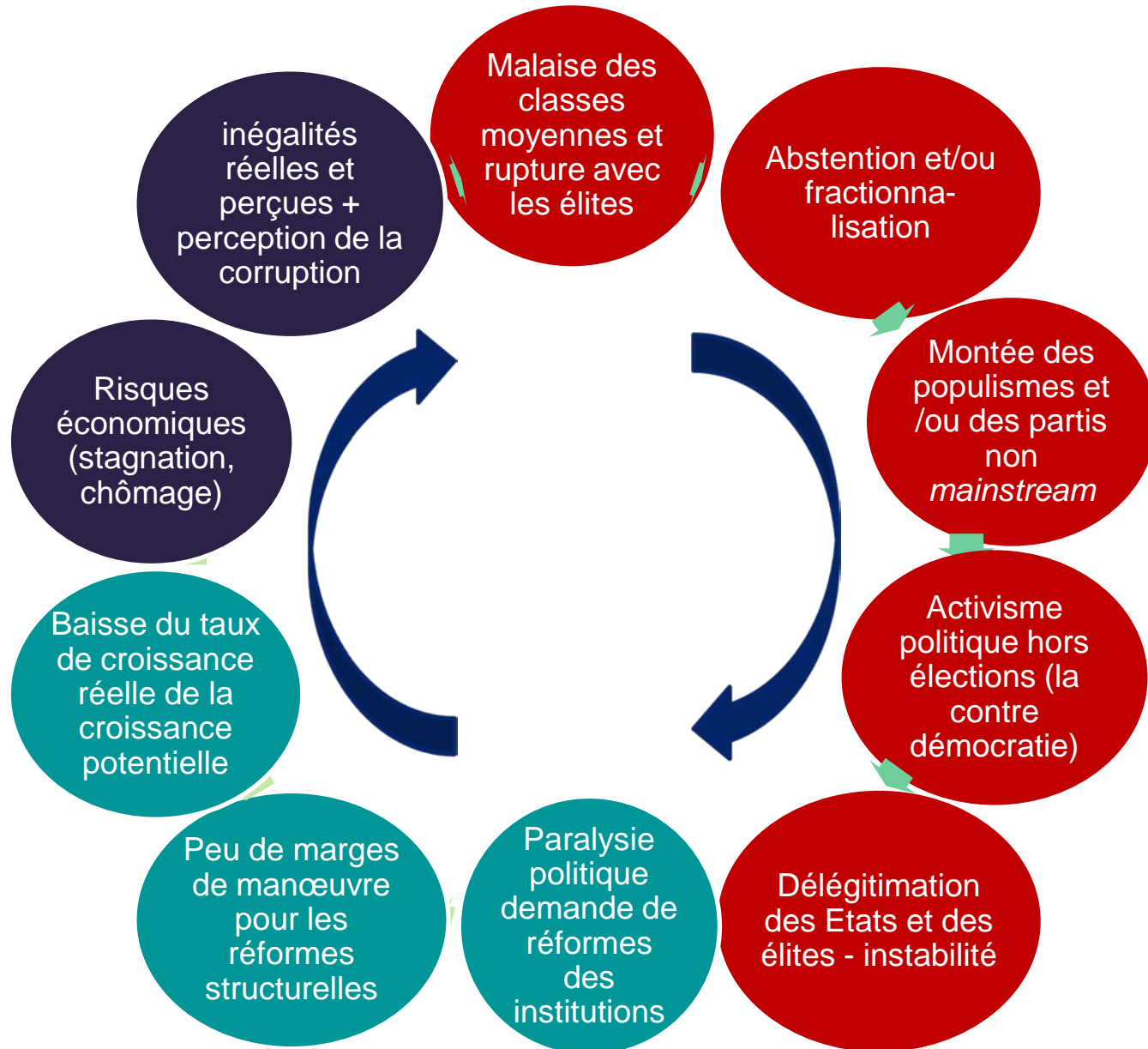
Part de la classe moyenne dans le nombre d'adultes et dans la richesse (2015, par région)



## Russie : une nouvelle légitimité ?



source : levada center



## LES CANAUX DE TRANSMISSION

### Directs

- La politisation des flux financiers ou commerciaux
- L'impact sectoriel

### Indirects

- Les préférences électorales
- Les relations entre agents



## RISQUES A COURT TERME

- Les changes
- La dette à court terme
- Les supply chain
- Le rating souverain, les financements politiques



## IMPACTS A LONG TERME

- La *weaponisation* de l'économie
- La politique monétaire
- La politique budgétaire
- Capitalisme d'État contre capitalisme libéral...



MERCI DE VOTRE ATTENTION...

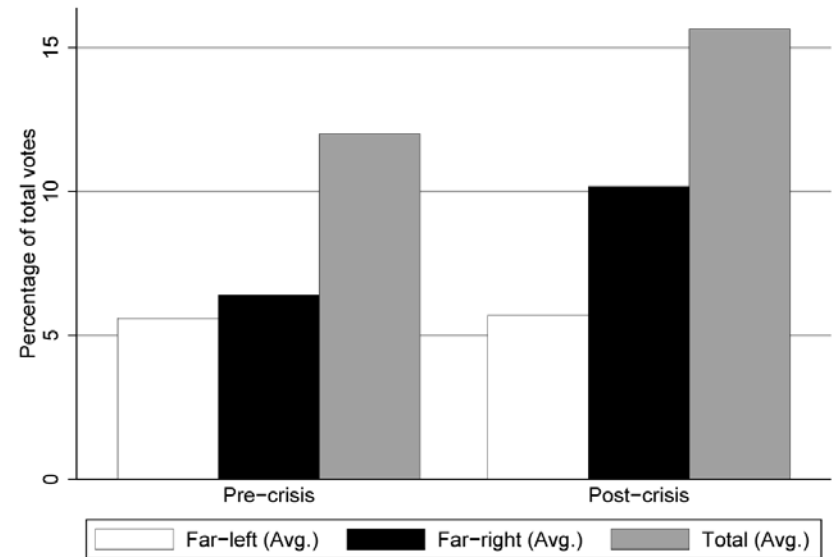






annexes

- Les crises financières créent une polarisation et une fragmentation politique
- La polarisation se fait toujours au profit de l'extrême-droite
- Une augmentation des mouvements sociaux liée à un déplacement des seuils de tolérance aux inégalités et à la corruption



Source : *Going to Extremes: Politics after Financial Crisis, 1870-2014*  
Manuel Funke, Moritz Schularick, Christoph Trebesch



**Montée des antagonismes de classe**  
**Baisse de la gouvernabilité**

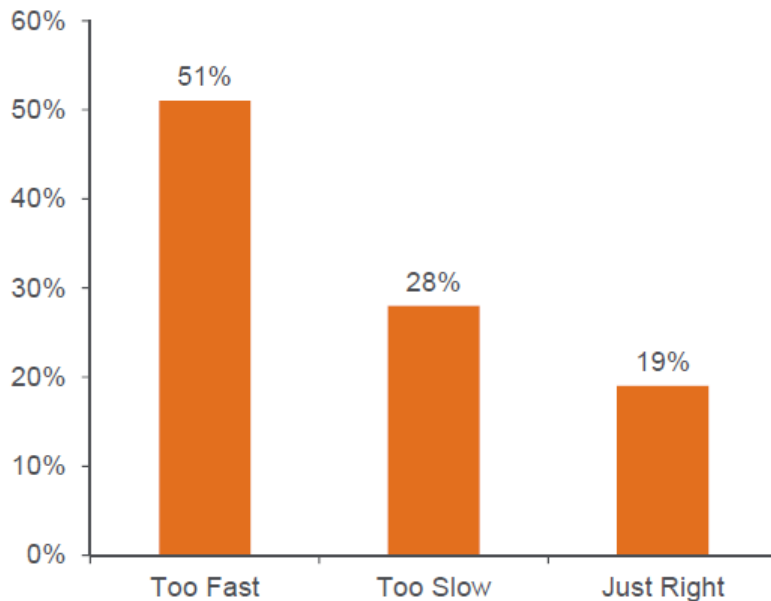
## 5

## LE NOUVEL ESPACE POLITIQUE DU POPULISME

Crise de la représentation +  
société de la  
défiance

Le besoin d'un  
discours sur les  
valeurs

La montée des  
populismes  
Les nouveaux  
acteurs



The 2015 Edelman Trust Barometer

**L'idéologie qui  
flatte  
l'antagonisme**

**Stratégie de  
mobilisation de  
masse**

**Le discours  
moral (et  
mensonger)**

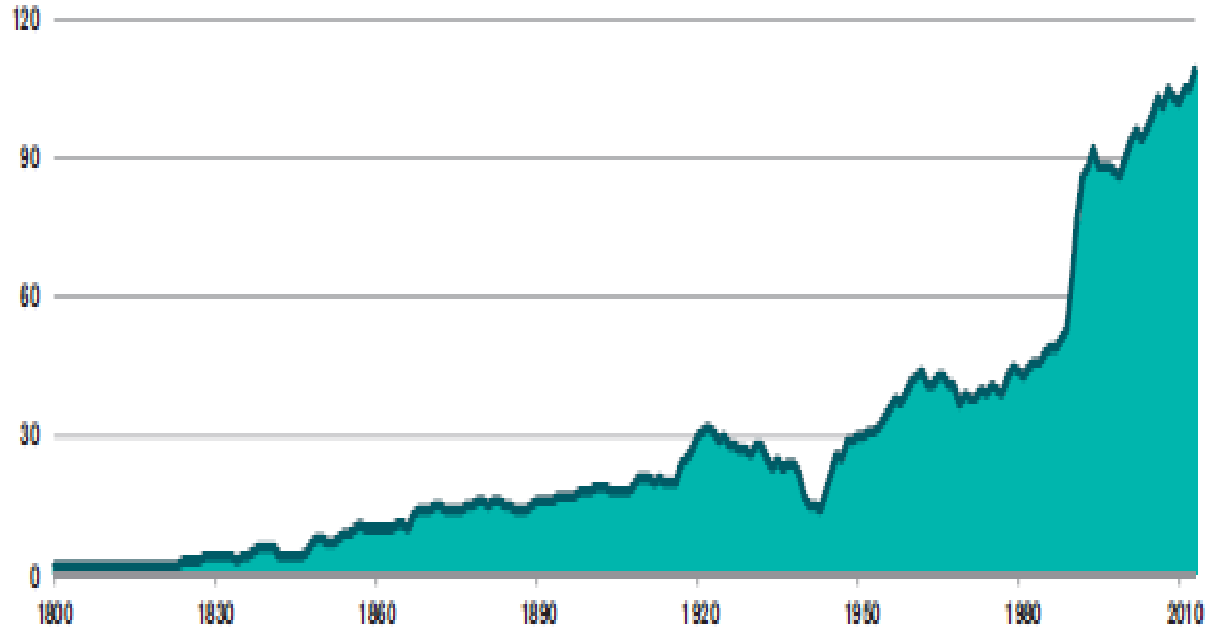
# 2

## NOTRE VISION DU MONDE 1) LA DÉMOCRATISATION VA SE POURSUIVRE

La stratégie des entreprises s'est construite dans ce monde-là...

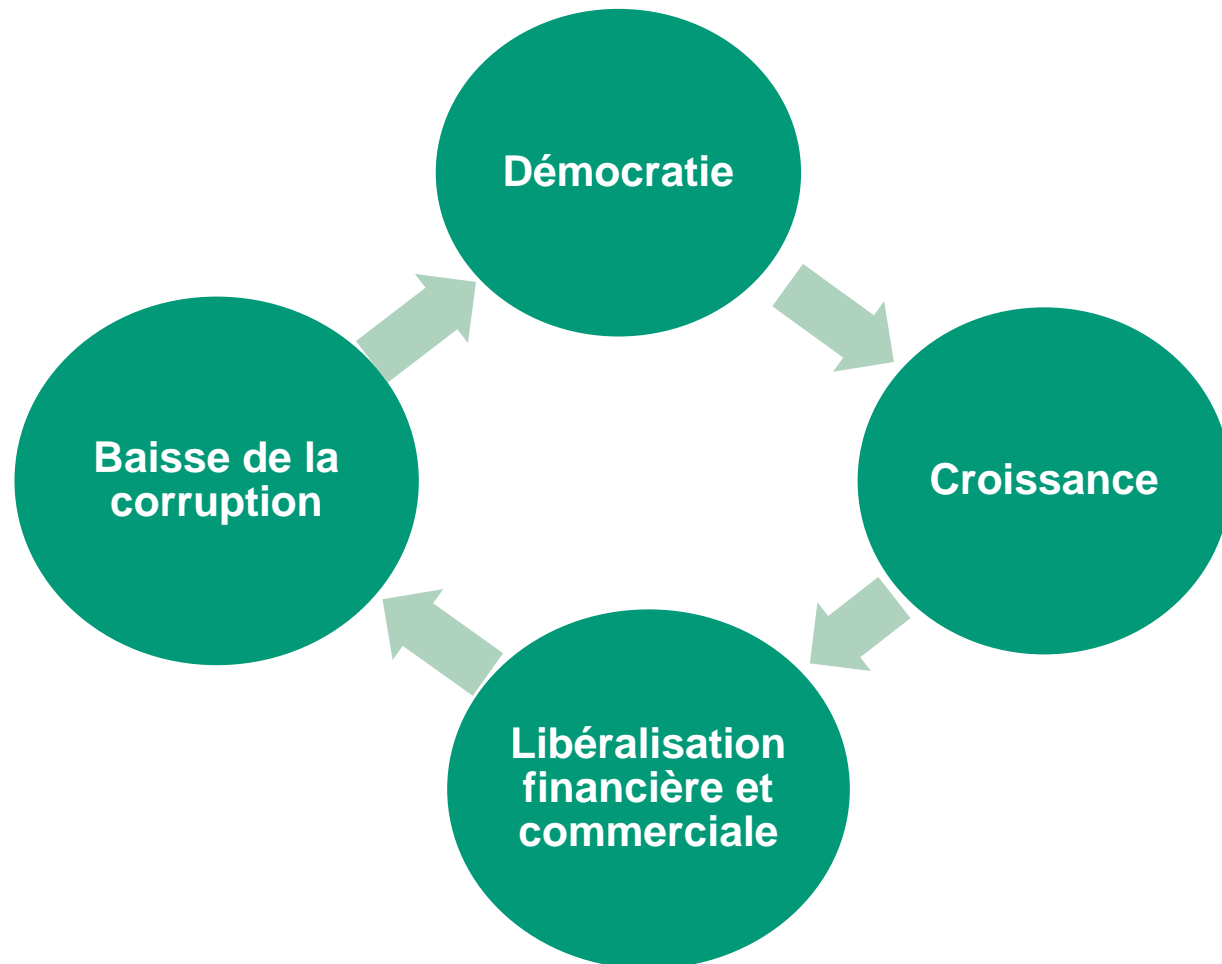
### The rise of democracy

Number of democratic countries



Source : Center for System Peace

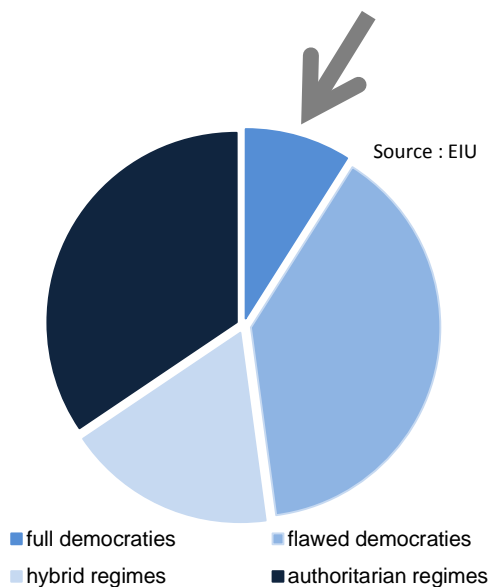
Elle repose sur ces idées-là...



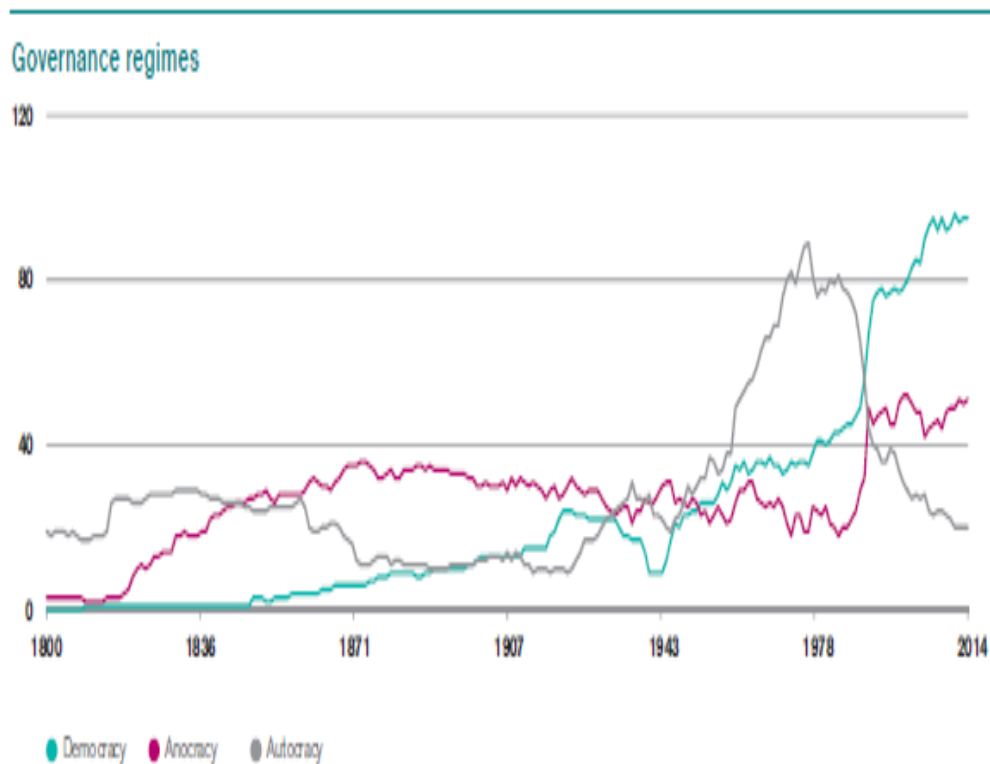
# 4

## ANOCRATIES, OLIGARCHIES, DEMOCRATIE ILLIBERALE, RECESSION DEMOCRATIQUE (DIAMOND), DEMOCRATIE ELECTORALE (RODRICK) ETC

... Mais la réalité, c'est cela

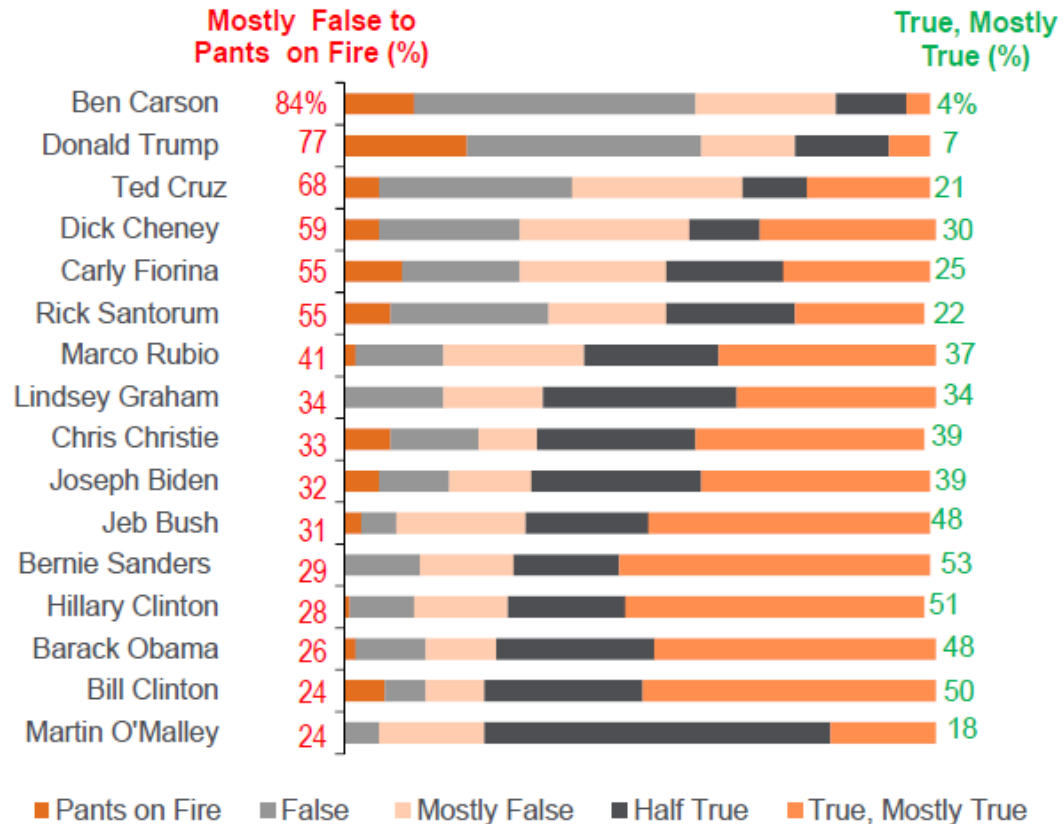


Source : EIU



Source : Polity IV

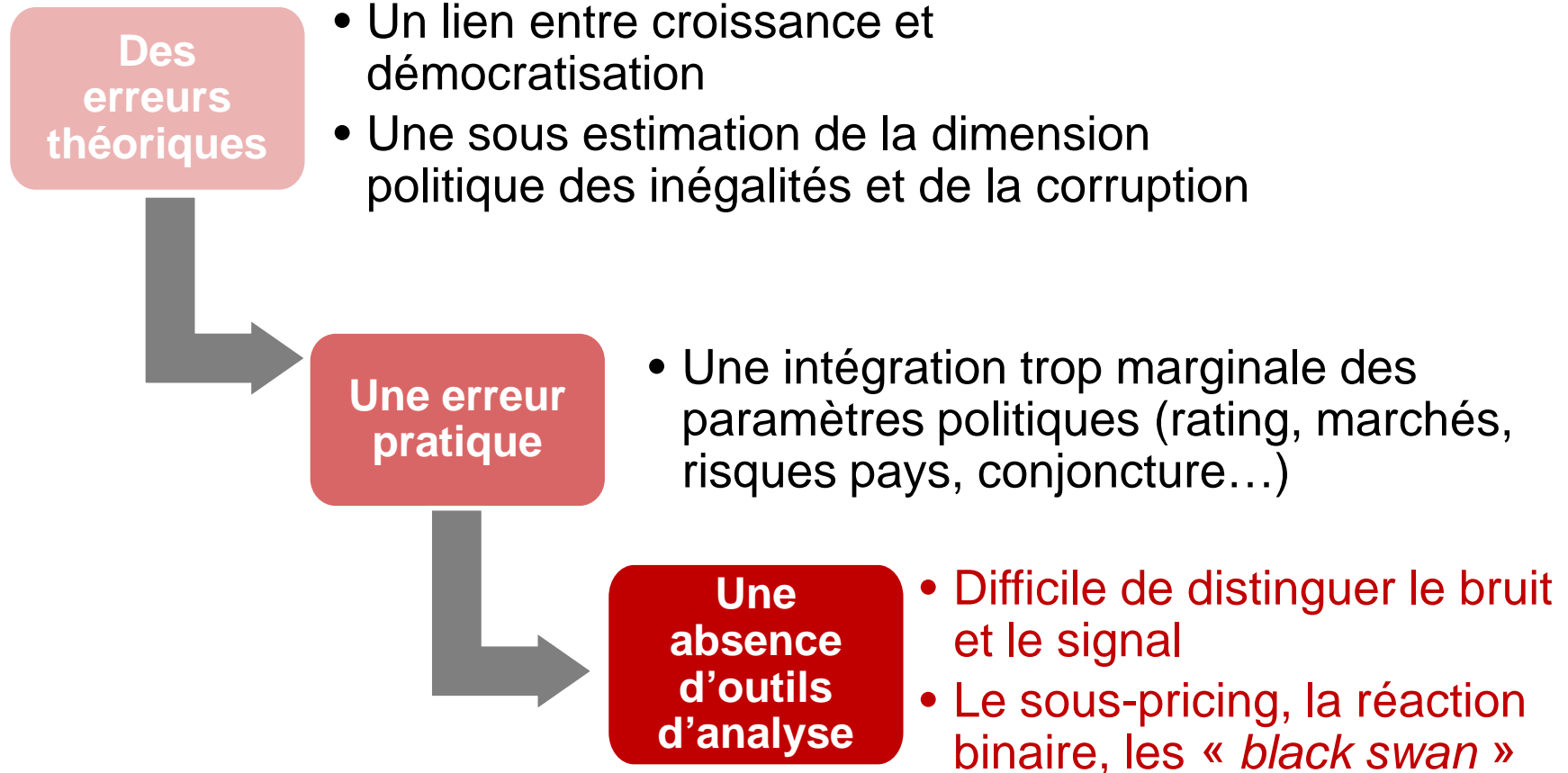
## « Truth or Dare ? » Fact-checking des politiciens américains



Source: PolitiFact: Fact Checking US Politics. Data retrieved 11 January 2015

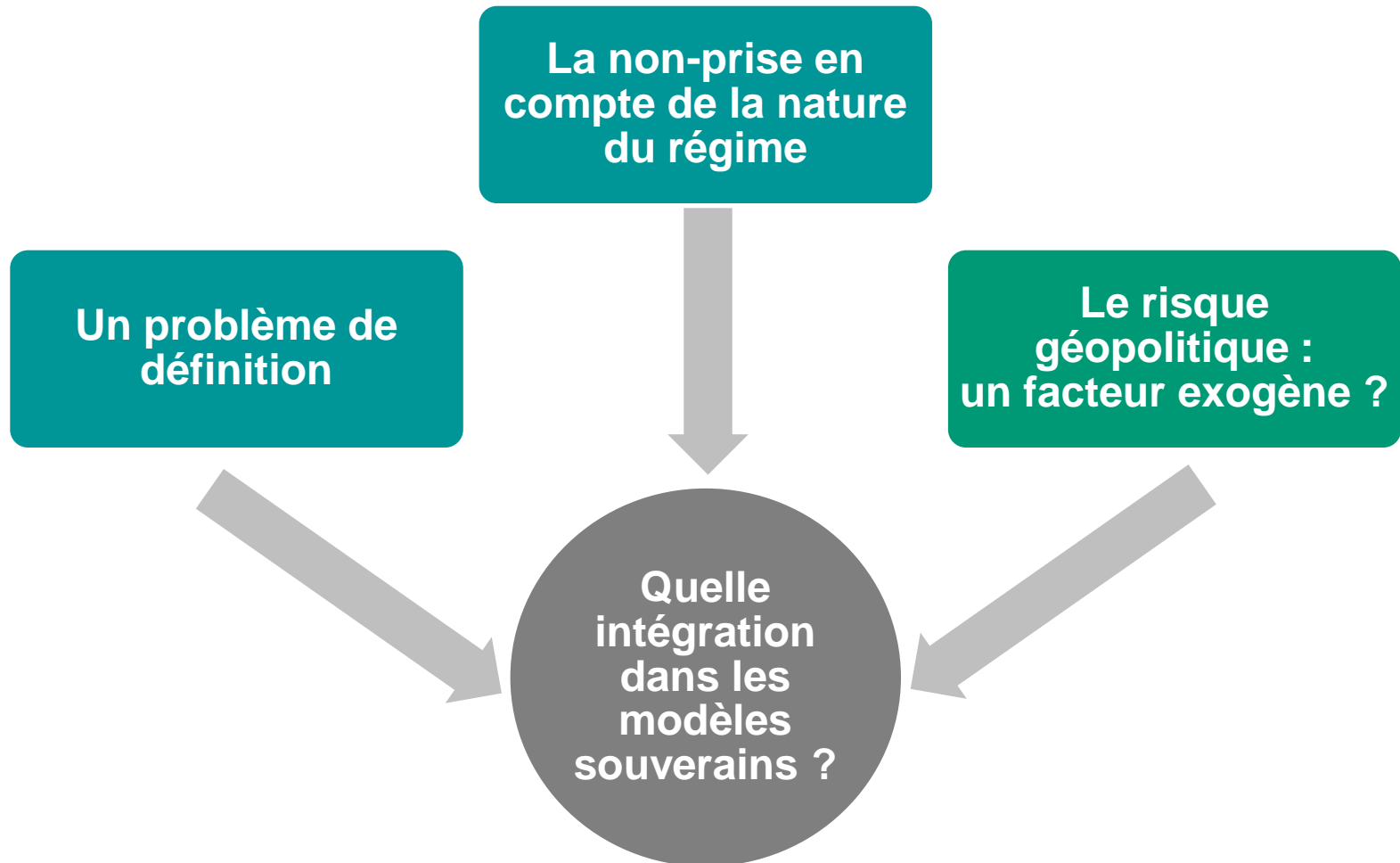
# LES ERREURS QUI EXPLIQUENT LE MANQUE D'OUTILS POUR ANALYSER LE RISQUE POLITIQUE

## Une petite histoire d'ethnocentrisme démocratique ?





# PETITE CRITIQUE DES AGENCES DE RATING





Comment intégrer les risques politiques et géopolitiques dans nos analyses ?



### Du risque politique au « cycle » politique ?

- Des chocs plus nombreux et à caractère plus global
- Une nouvelle rationalité des agents économiques
- Une imprévisibilité accrue de l'environnement économique, réglementaire ou institutionnel

# COMMENT INTÉGRER LES RISQUES DANS NOS PROCESS

## ÉVALUER

### Les scénarios

- CT/LT (panel d'experts)
- Ratings, scoring, approche matricielle, tableaux de bord, etc.

### De nouveaux indicateurs

- Les zones de fragilité économiques, sociales, politiques
- La résistance institutionnelle
- La capacité au changement

## GÉRER

- **Contrôler, diversifier, assurer**
- **Risque de réputation**  
(surveillance du client sur toute la chaîne de valeur, adaptation des marques et des business model)
- **Anticiper les pertes de part de marché** (sanctions, boycotts...)

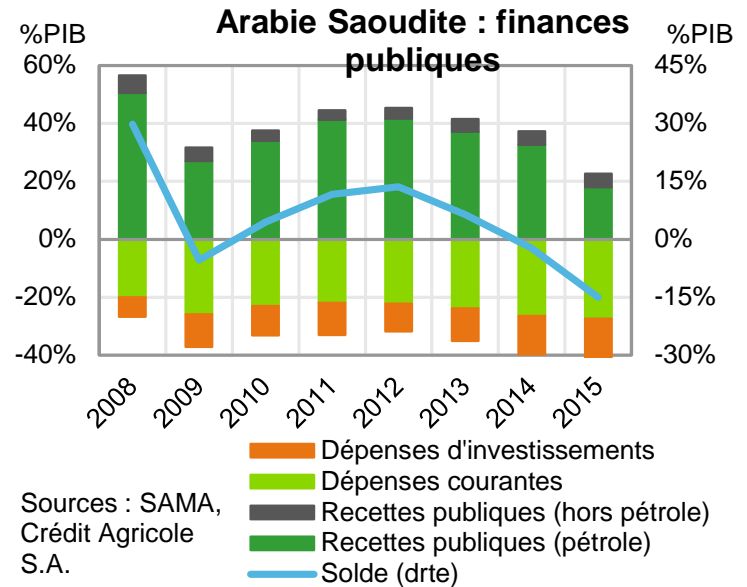
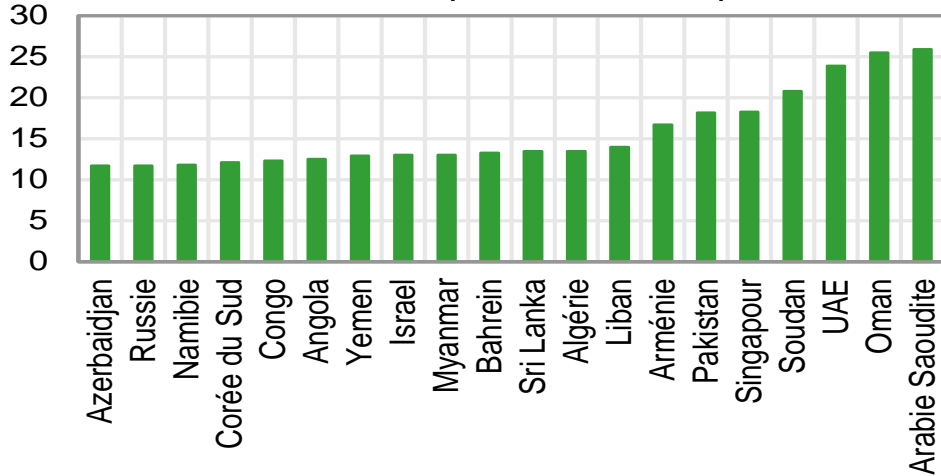
## LES OPPORTUNITÉS

- **Des standards plus élevés** en matière de responsabilité sociale et environnementale
- **Collaboration avec la société citoyenne**
- **Changement dans la façon dont le public et le privé collaborent**

# 2 DE NOUVELLES LOGIQUES

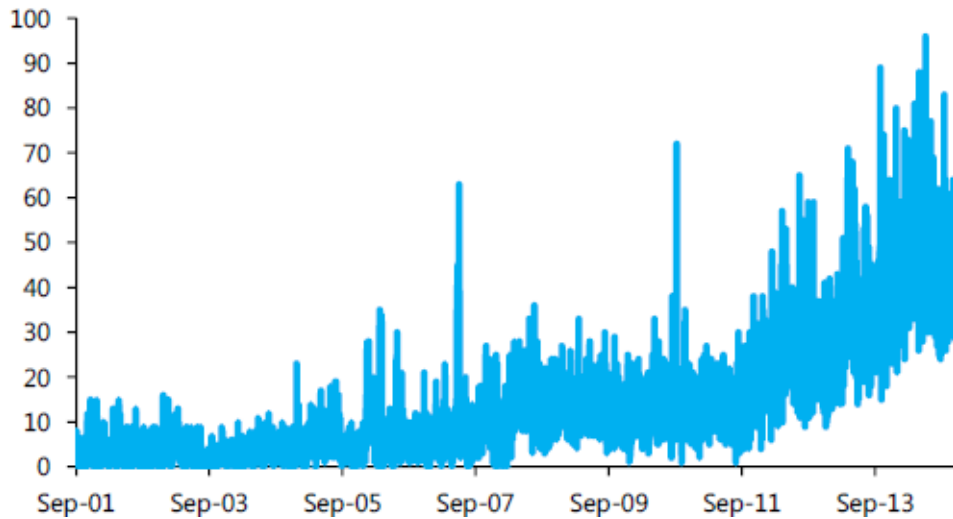
## 2) LES ACTEURS INCONTRÔLABLES

Les 20 premiers pays : part des dépenses militaires en % du budget de l'Etat (source SIPRI)



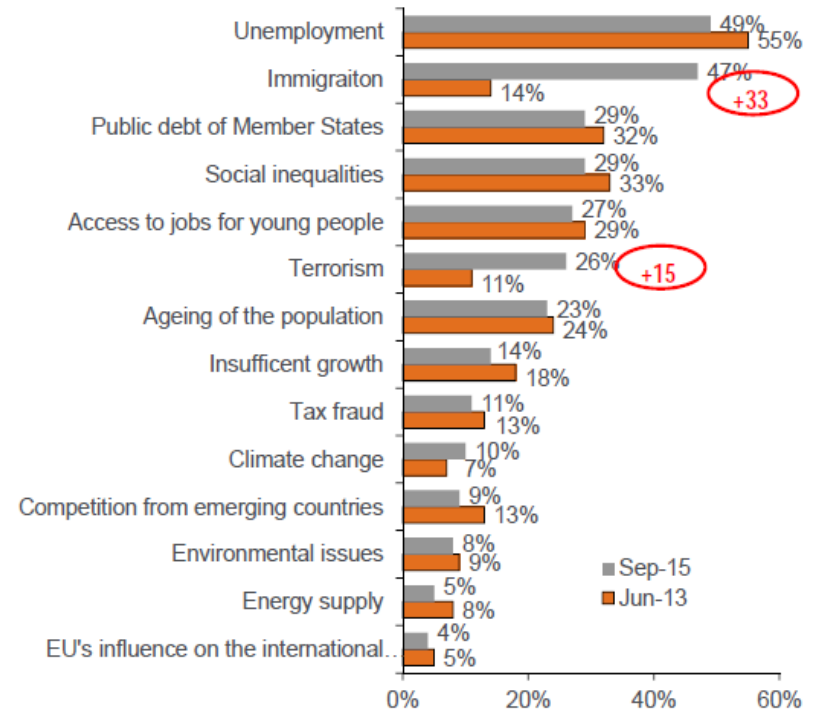
La non-préparation à la disparition de la rente va-t-elle renforcer le risque géopolitique ?

### Incidents terroristes quotidiens entre le 11 septembre 2001 et fin 2014



Sources : Global Terrorism Database, Moody's

### Préoccupations au sujet d'immigration et terrorisme dans l'UE : les hausses les plus importantes depuis 2013



Source: Citi Research, European Parliament Eurobarometer (EB/EP 84.1): The main challenges for the EU, migration, and the economic and social situation, published 14 October 2015

Note: Question asked: In your opinion, what are the main challenges facing the EU and its Member States in order to face the future? Firstly? And secondly? And thirdly? (MAX. 3 ANSWERS)

## Une modification des préférences et des anticipations de tous les agents ?

# 3

## UNE NOUVELLE HIÉRARCHIE DES RISQUES

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Asset price collapse	Storms and cyclones	Severe income disparity	Severe income disparity	Income disparity	Interstate conflict with regional consequences	Large-scale involuntary migration
Slowing Chinese economy (<6%)	Flooding	Global food imbalances	Global food imbalances	Extreme weather events	Extreme weather events	Extreme weather events
Chronic disease	Corruption	Rising greenhouse gas emissions	Rising greenhouse gas emissions	Unemployment and underemployment	Failure of national governance	Failure of climate-change mitigation and adaptation
Fiscal crises	Biodiversity loss	Cyber attacks	Water supply crises	Climate change	State collapse or crisis	Interstate conflict with regional consequences
Global governance gaps	Climate change	Water supply crises	Mismanagement of population ageing	Cyber attacks	High structural unemployment or underemployment	Major natural catastrophes

**Les inégalités socio-économiques**

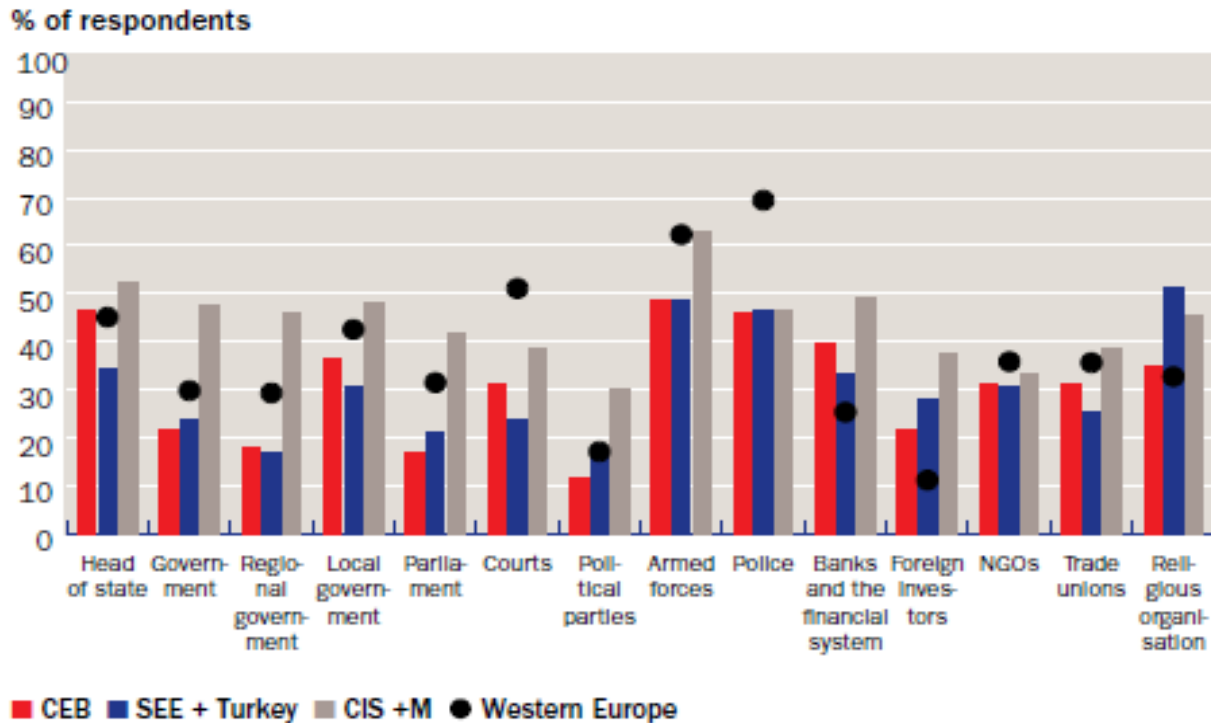
**La corruption**

**La géopolitique**

Source : World Economic Forum

# LA RÉSISTANCE INSTITUTIONNELLE DES DÉMOCRATIES CONSOLIDÉES

## Confiance institutionnelle par région



Source: LITS II (2010).

Note: "Institutional trust" refers to the proportion of respondents who say they that some of complete trust in a given institution.



### Le risque politique est devenu un risque systémique

- Les réseaux sociaux
- La société civile globale
- De l'apathie apparente à l'activisme politique

### Les inégalités réelles et perçues : les exclus et le malaise de la classe moyenne

- La transition démographique, l'urbanisation accélérée et le chômage structurel des jeunes
- Les *frustrated achievers* des pays émergents
- Le *squeeze* de la classe moyenne des pays développés (et la dette utilisée comme outil politique)
- La globalisation des élites

### L'oligarchie des pays rentiers

- Un modèle économique intenable et un problème de légitimité politique

# LE VRAI VISAGE DE LA CLASSE MOYENNE ÉMERGENTE : TENTATIVE DE PORTRAIT-ROBOT



## Dans les émergents

Un décalage **offre demande** (le déficit d'infrastructures et ses effets politiques)

Les effets sociaux du **risque de change**

Un décalage entre les attentes de croissance (fondées sur le cycles des années 2000) et la réalité des blocages actuels

La **perception de la corruption** (et le ralentissement économique révèle la corruption)

Les **inégalités réelles et perçues** (the « new frustrated achievers »)

**L'élite globalisée**

**La fin des modèles** (USA, Europe....)

## En Europe

La réponse populiste à la globalisation : **l'euroscpticisme**

Les difficultés de l'Europe dans **la gestion des chocs** économiques ou politiques

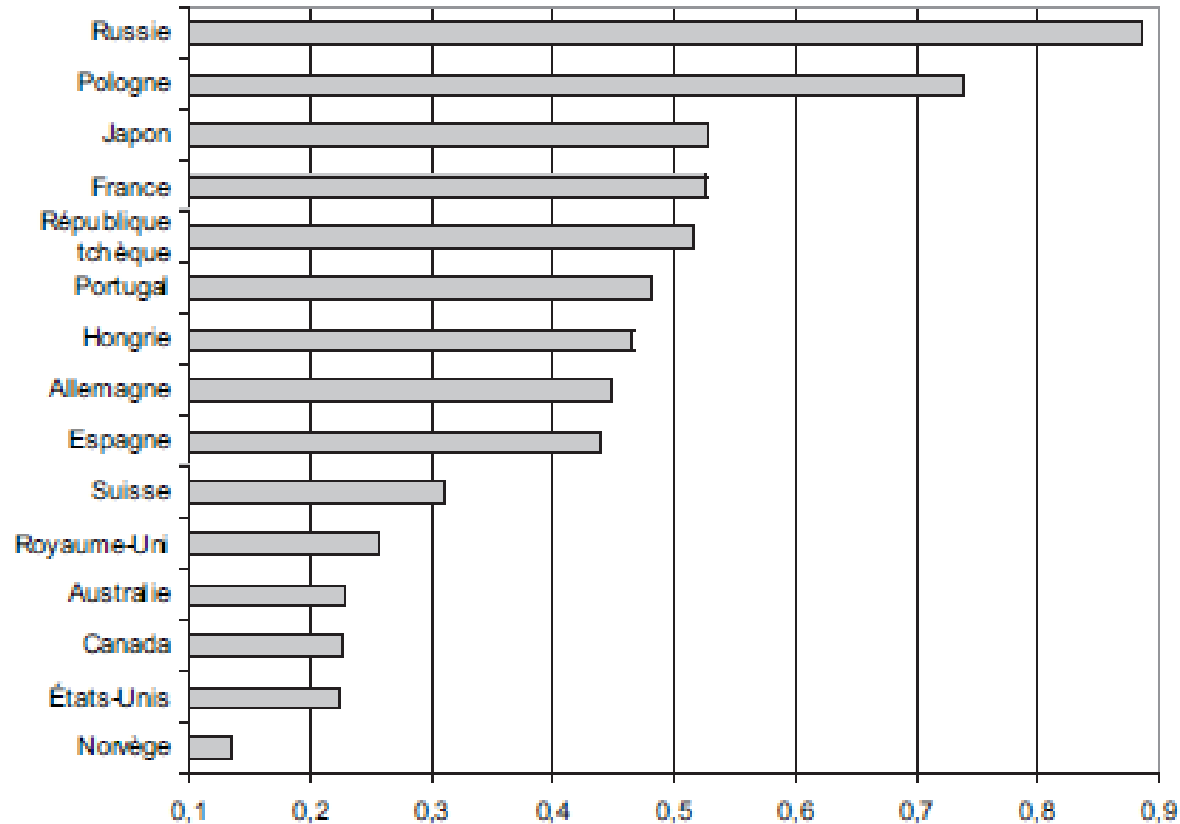
Le **chômage** des jeunes et de masse

La **stagnation** économique

**Les effets spécifiques d'une crise de la dette sur la politique** (coût de répartition de la crise)

L'activisme démocratique et les risques de **la « contre démocratie »**

**La société de la défiance, la société du risque**



**Figure 1 – Part des personnes qui répondent  
« Pour arriver au sommet, il est nécessaire d'être corrompu ».**

Source : International Social Survey Program, 1999.

# LA SOCIÉTÉ DE LA DÉFIANCE (2)

## (ABSENCE DE) CONFIANCE DANS LA JUSTICE ET LE PARLEMENT

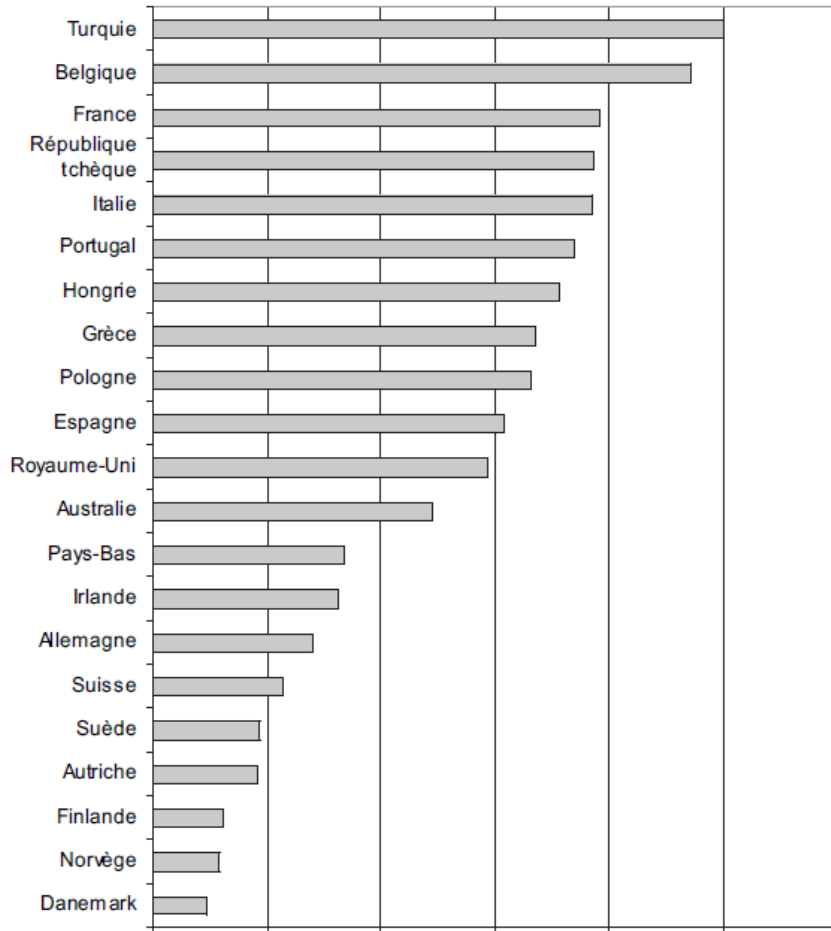


Figure 2 – Part des personnes qui déclarent n'avoir « aucune confiance » en la justice.

Source : *International Social Survey Program, 1999*

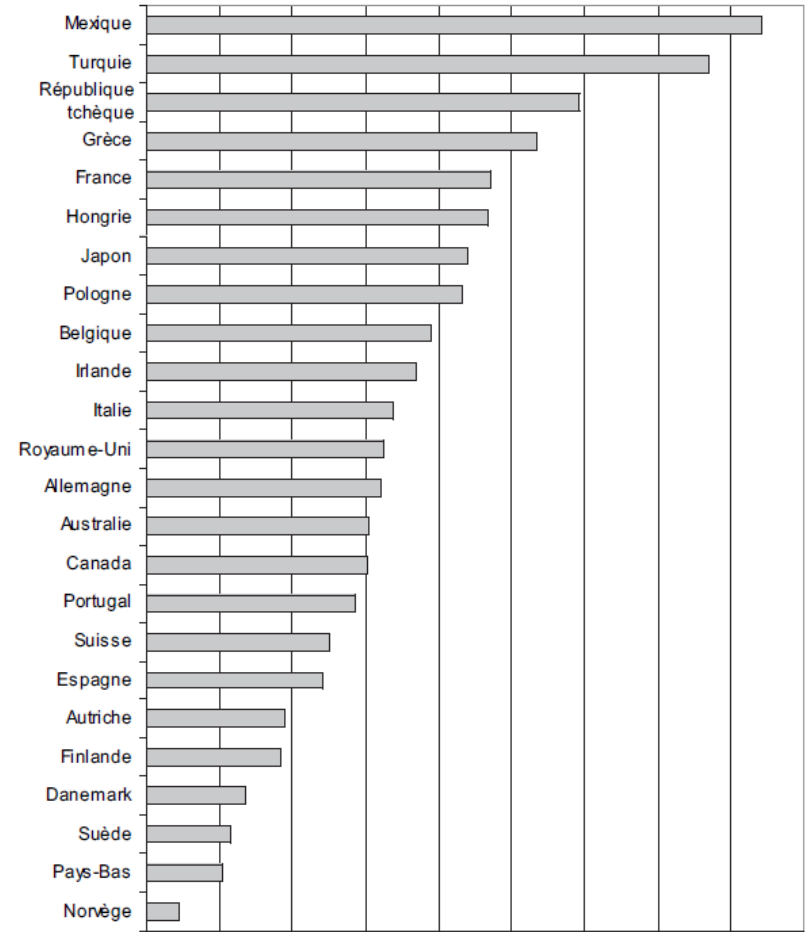
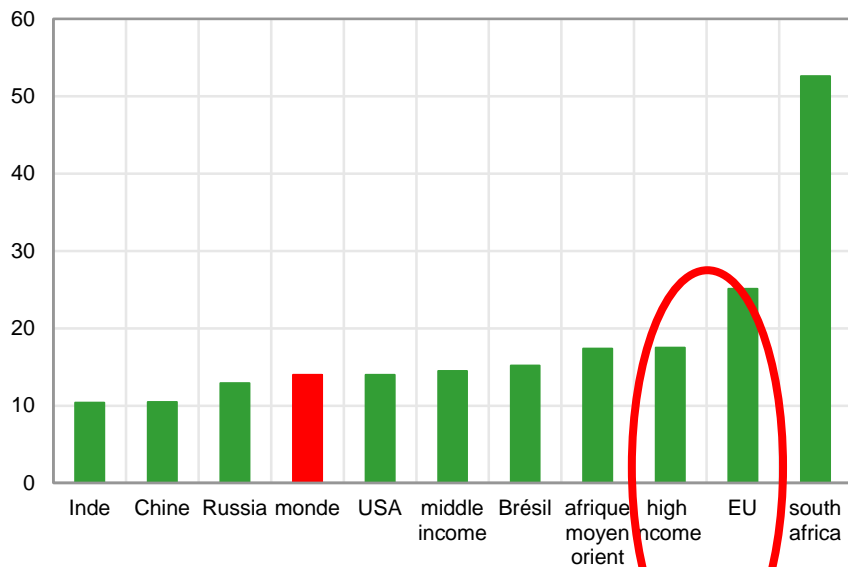


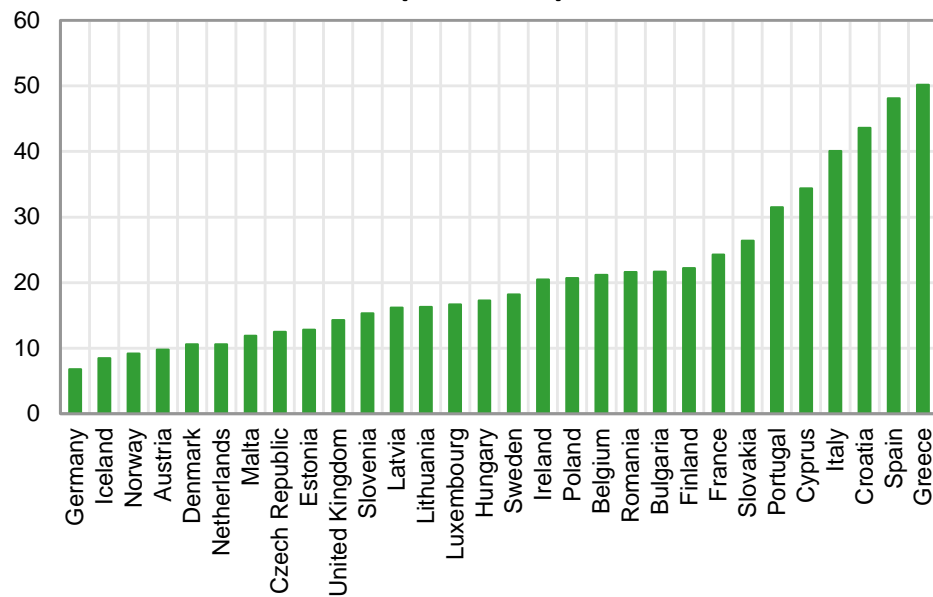
Figure 3 – Part des personnes qui déclarent n'avoir « aucune confiance » dans le parlement.

Taux de chômage des jeunes (%) - 2014



source : world bank

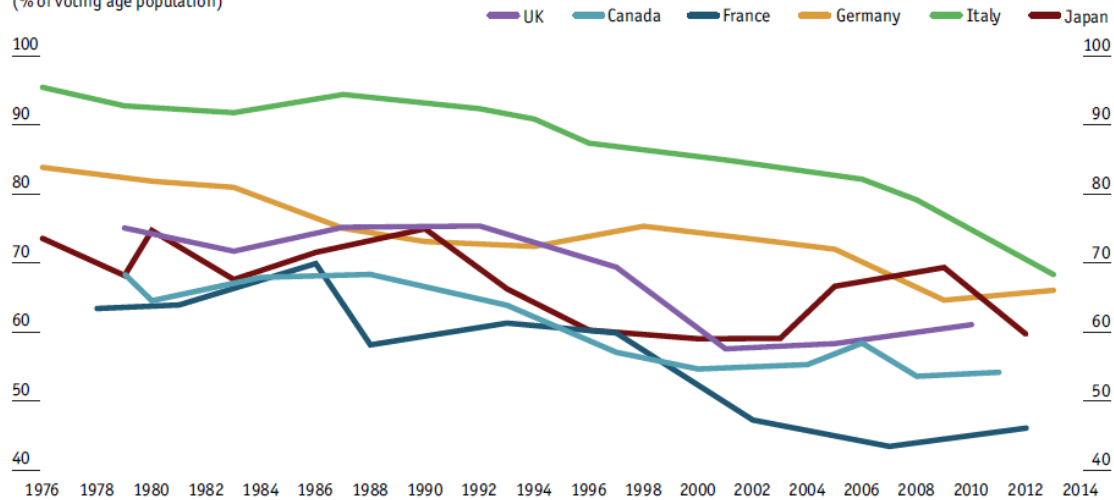
Taux de chômage des jeunes en Europe 2015 (Eurostat)



# PARTICIPATION ÉLECTORALE

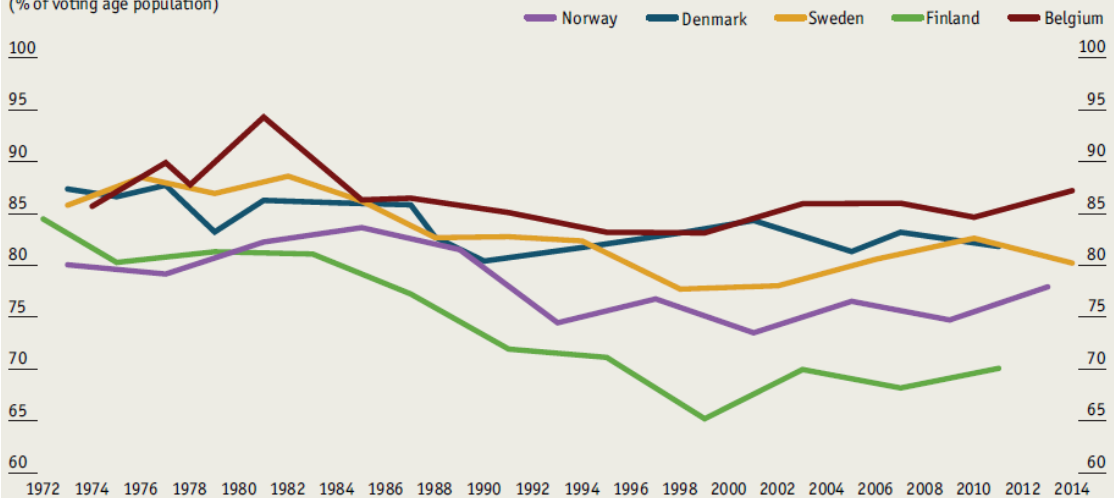
## ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DE PAYS DÉVELOPPÉS

G7 parliamentary election turnout (excl. US)  
(% of voting age population)



Source: IDEA.

Electoral turnout in the most equal societies  
(% of voting age population)



Source: IDEA, World Bank.

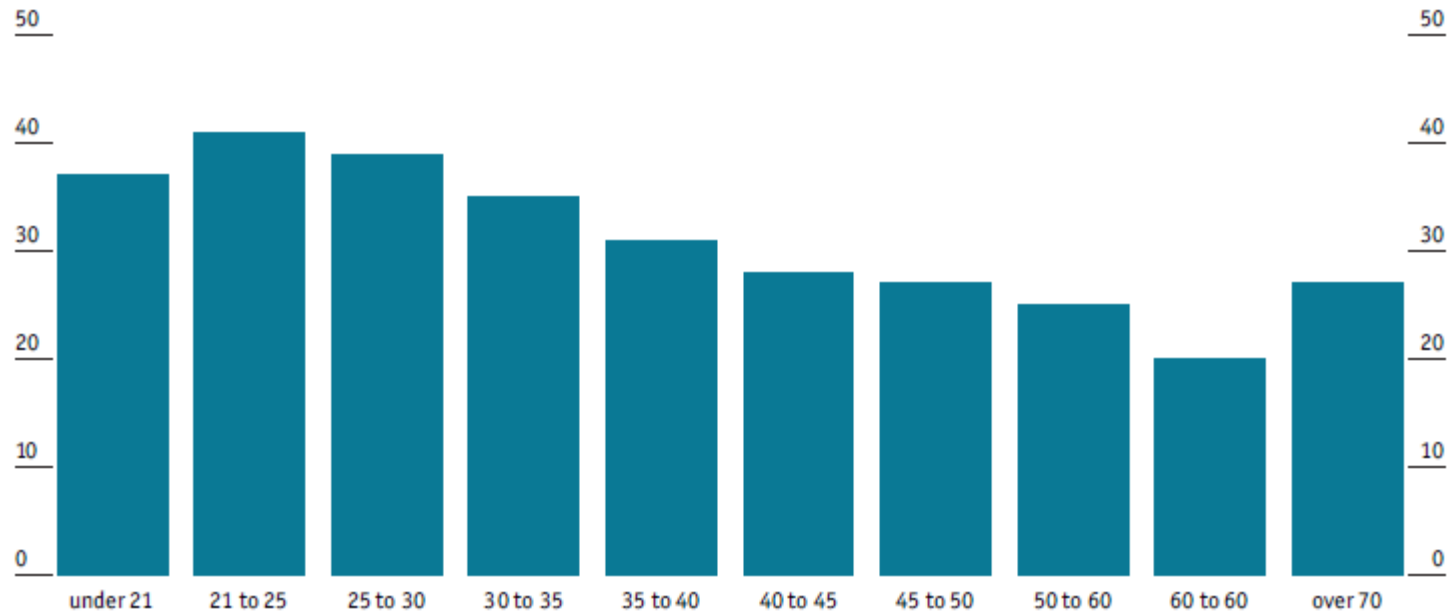
Source : EIU

1

# ABSTENTION ÉLECTORALE

## ABSTENTION EN ALLEMAGNE SELON LES GÉNÉRATIONS

German non-voters at 2013 election  
(%)



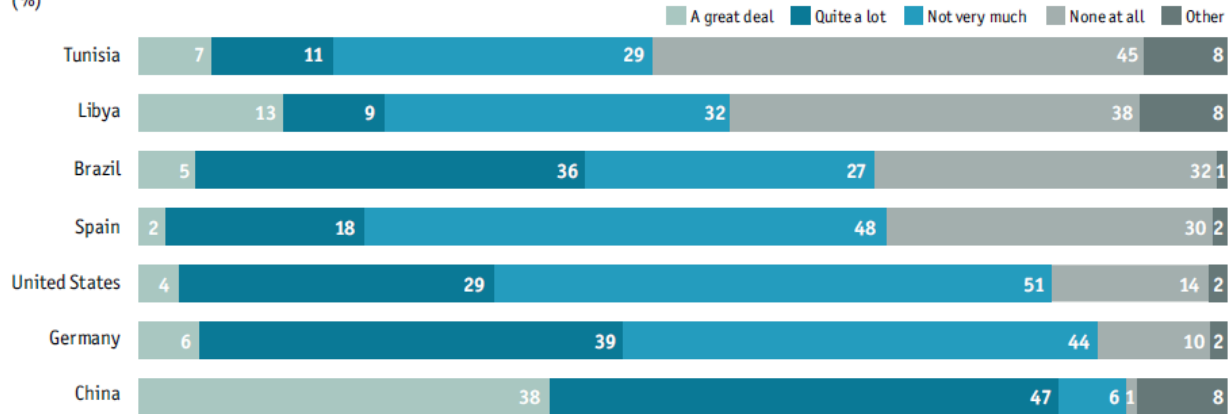
Source: Konrad-Ardenauer-Siftung, Der Spiegel.



# CONFIANCE DANS LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS POLITIQUES

## Confidence in government

(%)

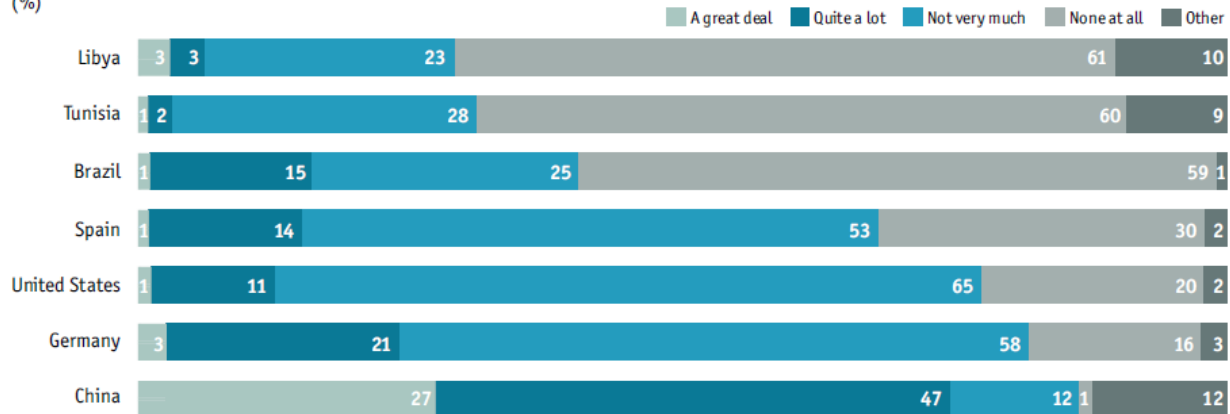


Source: WWS.

Figure 16

## Confidence in political parties

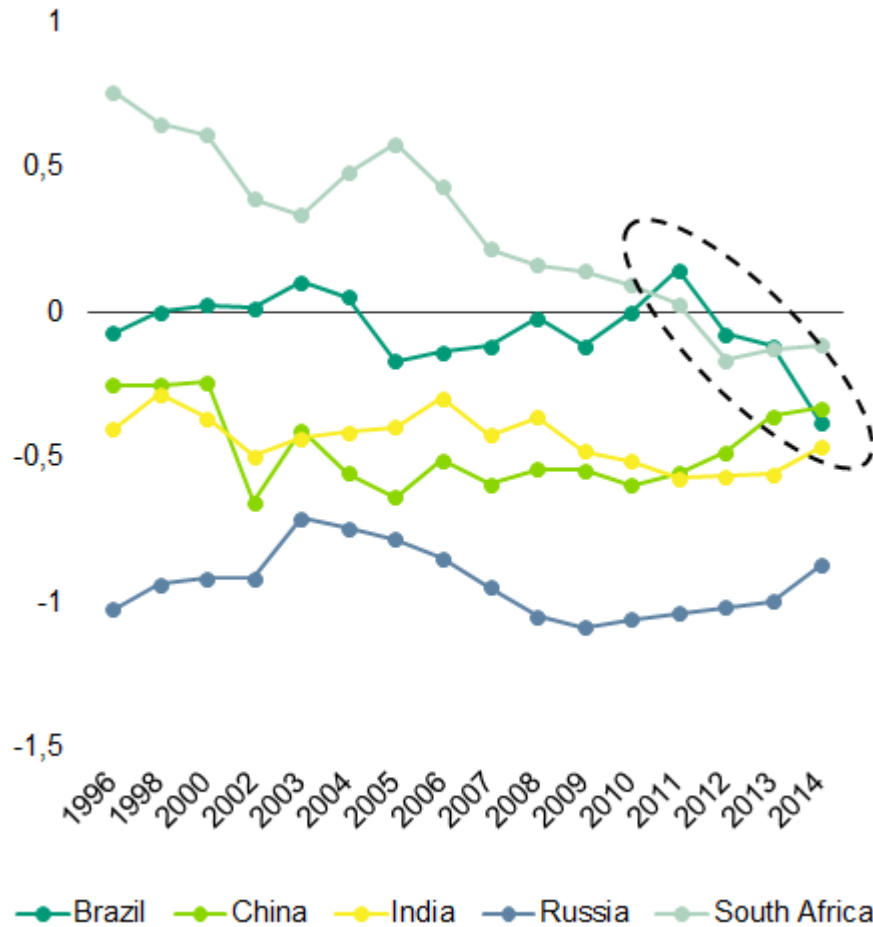
(%)



Source: WWS.

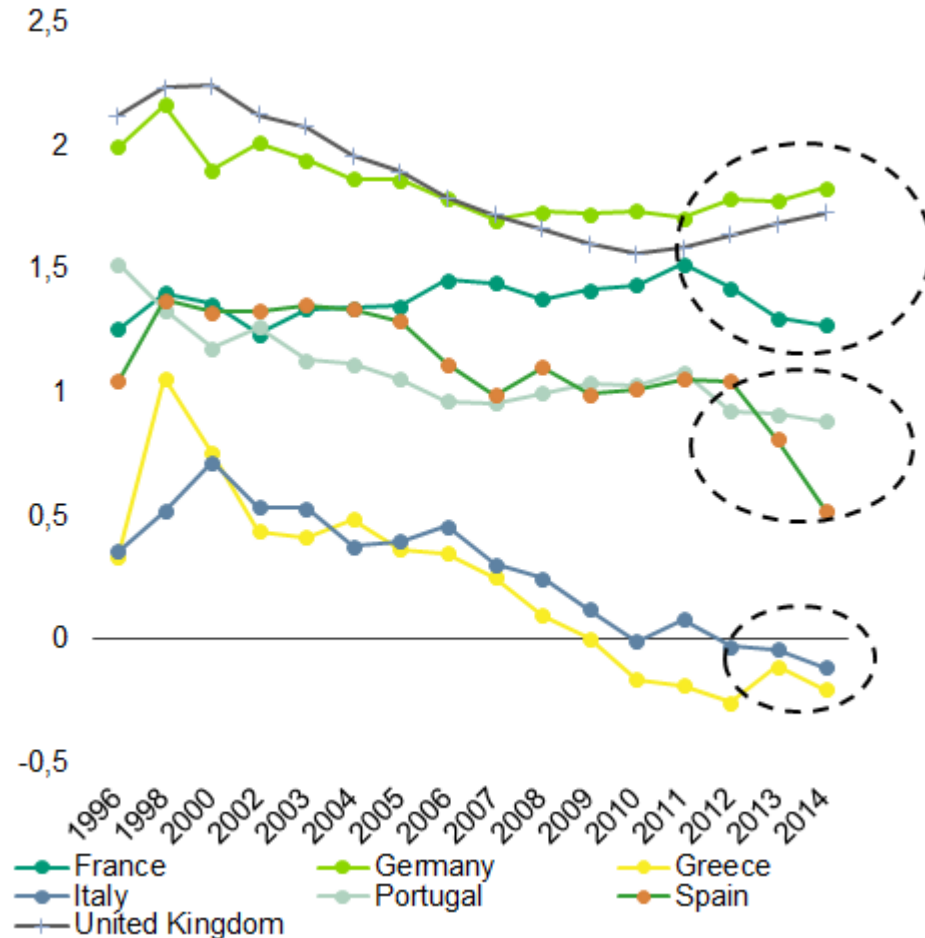
Source : EIU

BRICS : perception de la corruption



Sources : World Bank, Crédit Agricole S.A.

Europe : perception de la corruption



Sources : World Bank, Crédit Agricole S.A.

# LA COMPOSITION DE L'INDICATEUR DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION DE LA BANQUE MONDIALE (1)

<b>African Development Bank Country Policy and Institutional Assessments (ADB)</b>	
Transparency, accountability and corruption in public sector	X
Country coverage	54
<b>Afrobarometer (AFR)</b>	
How many elected leaders (parliamentarians) do you think are involved in corruption?	X
How many judges and magistrates do you think are involved in corruption?	X
How many government officials do you think are involved in corruption?	X
How many border/tax officials do you think are involved in corruption?	X
Country coverage	33
<b>Asian Development Bank Country Policy and Institutional Assessments (ASD)</b>	
Transparency, accountability and corruption in public sector	X
Country coverage	29
<b>Bertelsmann Transformation Index (BTI)</b>	
Anti-Corruption policy	X
Prosecution of office abuse	X
Country coverage	129
<b>Business Enterprise Environment Survey (BPS)</b>	
How common is for firms to have to pay irregular additional payments to get things done?	X
Percentage of total annual sales do firms pay in unofficial payments to public officials?	X
How often do firms make extra payments in connection with taxes, customs, and judicial proceedings?	X
How problematic is corruption for the growth of your business?	X
Country coverage	30
<b>Economist Intelligence Unit (EIU)</b>	
Corruption among public officials	X
Country coverage	182
Country coverage (democracy Index)	168
<b>Freedom House -- Countries at the Crossroads (CCR)</b>	
Anti-Corruption and Transparency	X
Country coverage	69
<b>Freedom House (FRH)</b>	
Corruption (FNT)	X
Country coverage (FRH)	198
Country coverage (FRP)	197
Country coverage (FNT)	29
<b>Gallup World Poll (GWP)</b>	
Is corruption in government widespread?	X
Country coverage	162

Source : World Bank, *Crédit Agricole SA / ECO (année de référence 2014)*

# LA COMPOSITION DE L'INDICATEUR DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION DE LA BANQUE MONDIALE (2)

Global Competitiveness Report (GCS)	
Public Trust in Politicians	X
Diversion of Public Funds	X
Irregular Payments in Export and Import	X
Irregular Payments in Public Utilities	X
Irregular payments in tax collection	X
Irregular Payments in Public Contracts	X
Irregular Payments in Judicial Decisions	X
State Capture	..
Country coverage	144
Global Corruption Barometer Survey (GCB)	
Frequency of household bribery - paid a bribe to one of the 8/9 services below	X
Frequency of bribes paid to following institution - education	X
Frequency of bribes paid to following institution - judiciary	X
Frequency of bribes paid to following institution - medical	X
Frequency of bribes paid to following institution - police	X
Frequency of bribes paid to following institution - permit	X
Frequency of bribes paid to following institution - utilities	X
Frequency of bribes paid to following institution - tax	X
Frequency of bribes paid to following institution - land	X
Frequency of bribes paid to following institution - customs	..
Frequency of corruption among public institutions: Political parties	X
Frequency of corruption among public institutions: Parliament/Legislature	X
Frequency of corruption among public institutions: Media	X
Frequency of corruption among public institutions: Legal system/Judiciary	X
Frequency of corruption among public institutions: Public officials*	X
*when "public officials" is not available, the following five indicators are averaged to constitute the	
Frequency of corruption among public institutions: The military	..
Frequency of corruption among public institutions: Education system	..
Frequency of corruption among public institutions: Police	..
Frequency of corruption among public institutions: Registry and permit services	..
Frequency of corruption among public institutions: Tax revenue	..
Frequency of corruption among public institutions: Medical services	..
Frequency of corruption among public institutions: Utilities (telephone, electricity, w...	..
Country coverage	94
Global Insight Business Condition and Risk Indicators (WMO)	
Corruption : An assessment of the intrusiveness of the country's bureaucracy. The amount of red tape likely to be countered is assessed, as is the likelihood of encountering corrupt officials and other groups.	..
Corruption. The risk that individuals/companies will face bribery or other corrupt practices to carry out business, from securing major contracts to being allowed to import/export a small product or obtain everyday paperwork. This threatens a company's ability to operate in a country, or opens it up to legal or regulatory penalties and reputational damage.	X
Country coverage	204

Source : World Bank, *Crédit Agricole SA / ECO (année de référence 2014)*

# LA COMPOSITION DE L'INDICATEUR DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION DE LA BANQUE MONDIALE (3)

<b>Global Integrity Index (GII)</b>		
Anti-Corruption Agency	..	
Accountability	X	
Country coverage		54
<b>IFAD Rural Sector Performance Assessments (IFD)</b>		
Accountability, transparency and corruption in rural areas	X	
Country coverage		99
<b>Institute for Management &amp; Development World Competitiveness Yearbook (WCY)</b>		
Bribing and corruption exist in the economy	X	
Country coverage		60
<b>Institutional Profiles Database (IPD)</b>		
Level of "petty" corruption between administration and citizens	X	
Level of corruption between administrations and local businesses	X	
Level of corruption between administrations and foreign companies	X	
Country coverage		143
<b>Latinobarometro (LBO)</b>		
Frequency of corruption	X	
Country coverage		18
<b>Political Economic Risk Consultancy (PRC)</b>		
To what extent does corruption exist in a way that detracts from the business environ	X	
Country coverage		16
<b>Political Risk Services International Country Risk Guide (PRS)</b>		
Corruption	X	
Country coverage		140
<b>US State Department Trafficking in People report (TPR)</b>		
Frequency of corruption among government officials	X	
Country coverage		26
<b>Vanderbilt University's AmericasBarometer (VAB)</b>		
Frequency of corruption among government officials	X	
Country coverage		26
<b>World Bank Country Policy and Institutional Assessments (PIA)</b>		
Transparency, accountability and corruption in public sector	X	
Country coverage		137
<b>World Justice Project Rule of Law Index (WJP)</b>		
Factor 2: Absence of Corruption	X	
Country coverage		102

Source : World Bank, Crédit Agricole SA / ECO (année de référence 2014)

	Standard and Poor's	Moody's		Fitch
<i>Dénomination</i>	Facteur-clé « <b>Evaluation institutionnelle = efficacité des institutions et de la gouvernance et risques de sécurité</b> »	Facteur-clé « <b>Solidité institutionnelle</b> »	« <b>Risque politique</b> » dans facteur « susceptibilité aux événements »	« <b>Risque politique et facteurs de gouvernance</b> » inclus dans facteur-clé « caractéristiques structurelles de l'économie »
<i>Sous-facteurs et indicateurs</i>	<p><b>Efficacité, stabilité, prédictibilité des politiques et institutions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Gestion des crises, prévisibilité, défis actuels ou potentiels, cohésion de société civile</i></li> </ul> <p>Transparence et responsabilité des institutions et données + étendue et fiabilité des données statistiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Contre-pouvoirs, niveau perçu de corruption, respect des contrats, indépendance des bureaux stat</i></li> </ul> <p><i>Ajustement potentiel à la baisse : culture de paiement de la dette publique</i></p> <p><i>Ajustement potentiel à la baisse : risques de sécurité extérieure</i></p>	<p>Cadre institutionnel et efficacité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>KKZ « Government effectiveness » « Rule of Law » « Control of Corruption »</i></li> </ul> <p><b>Crédibilité et efficacité des politiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Inflation et volatilité de l'inflation</i></li> </ul> <p><i>Ajustement potentiel à la baisse : historique des défauts</i></p>	<p>Risque domestique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>KKZ « Voice and Accountability » et PIB/tête</i></li> </ul> <p>Risque géopolitique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>Qualitatif</i></li> </ul>	<p>Evoquent légitimité du système en place, efficacité, contrôle de la corruption, évaluation de la proba d'un conflit civil ou d'une guerre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <i>KKZ, IDH, Doing Business, PIB/tête avec et sans PPA</i></li> </ul>

# DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE EN 2014

## DÉPENSES LES PLUS IMPORTANTES ET ÉVOLUTIONS

Rank		Country	Spending, 2014 (\$ b.)	Change, 2005-14 (%)	Spending as a share of GDP (%) <sup>b</sup>	
2014	2013 <sup>d</sup>				2014	2005
1	1	USA	610	-0.4	3.5	3.8
2	2	China	[216]	167	[2.1]	[2.0]
3	3	Russia	[84.5]	97	[4.5]	[3.6]
4	4	Saudi Arabia	80.8	112	10.4	7.7
5	5	France	62.3	-3.2	2.2	2.5
6	6	UK	60.5	-5.5	2.2	2.4
7	9	India	50.0	39	2.4	2.8
8	8	Germany	[46.5]	-0.8	[1.2]	1.4
9	7	Japan	45.8	-3.7	1.0	1.0
10	10	South Korea	36.7	34	2.6	2.5
11	12	Brazil	31.7	41	1.4	1.5
12	11	Italy	30.9	-27	1.5	1.9
13	13	Australia	25.4	27	1.8	1.8
14	14	UAE	[22.8]	135	[5.1]	[3.7]
15	15	Turkey	22.6	15	2.2	2.5
<b>Total top 15</b>			<b>1 427</b>			
<b>World total</b>			<b>1 776</b>	<b>21</b>	<b>2.3</b>	<b>2.4</b>

[ ] = SIPRI estimate.

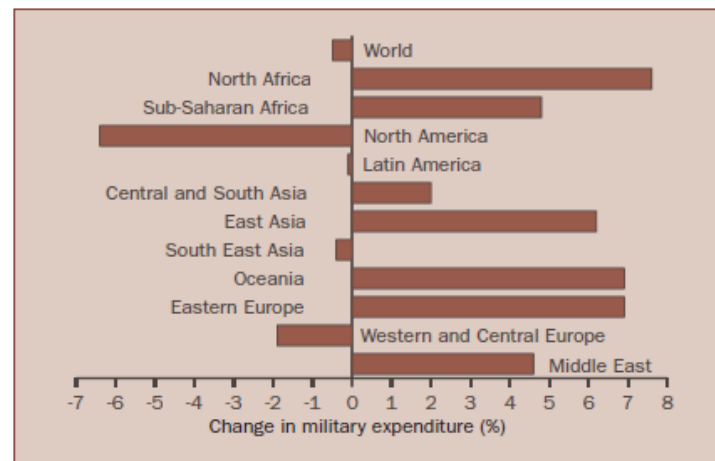


Figure 3. Changes in military expenditure, by region, 2013-14

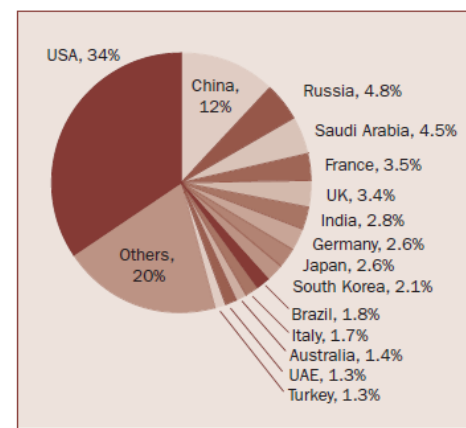
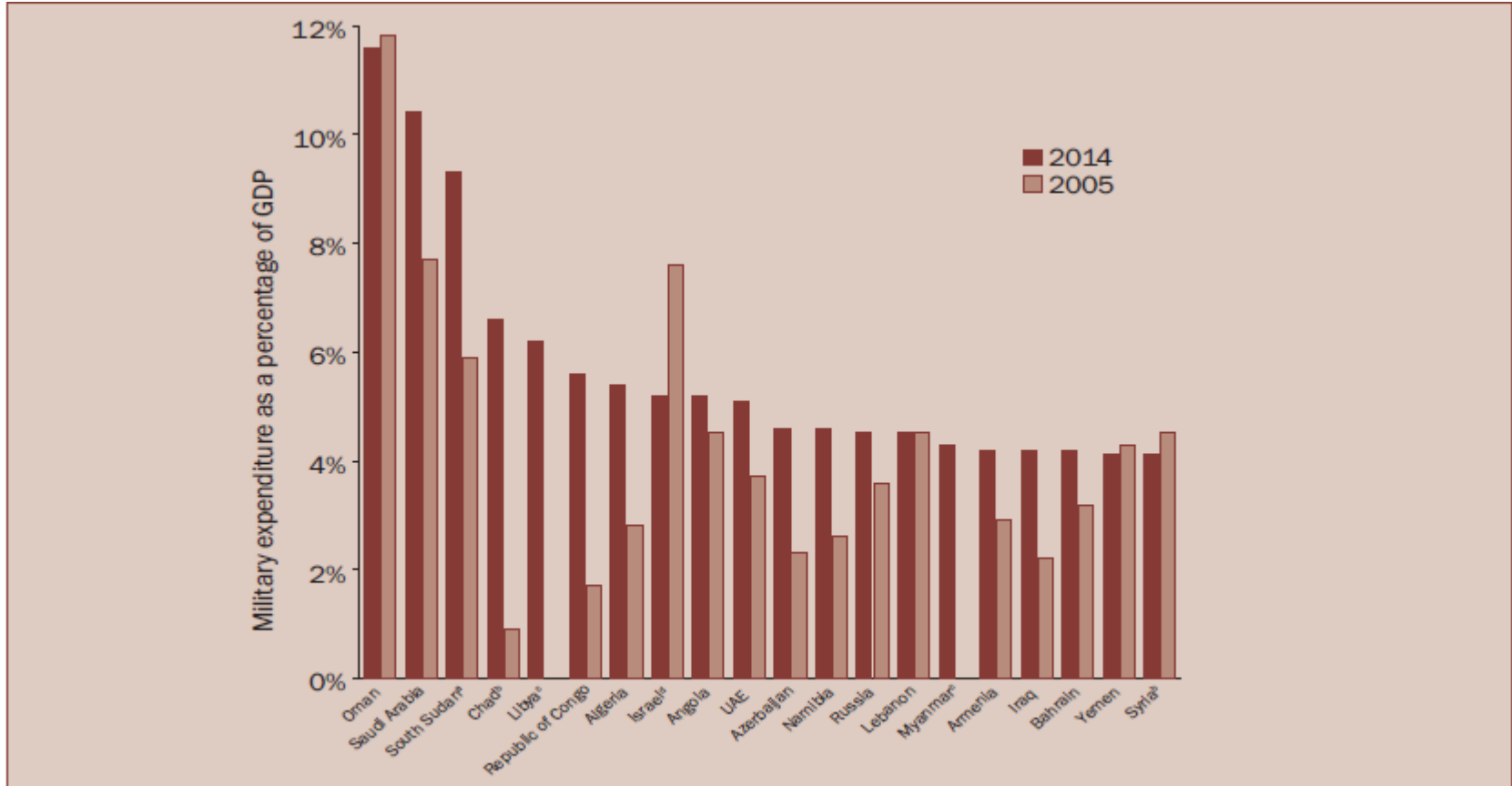


Figure 2. The share of world military expenditure of the 15 states with the highest expenditure in 2014

# 2

## DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE EN 2014 DÉPENSES LES PLUS IMPORTANTES EN PART DU PIB



**Figure 4.** Countries with a military burden over 4 per cent of gross domestic product (GDP) in 2014 or in year of most recent available data

Source : SIPRI



- **Où ?** Mer de Chine méridionale et orientale
- **Qui ?** La Chine VS autres pays (Taïwan, Vietnam, Philippines, Malaisie, Singapour, Japon, Brunei)
- **Quoi ?** Des espaces maritimes contestés qui subissent poldérisation et militarisation. Débat sur les eaux territoriales (droit de la mer : désaccords sur zones de chevauchement des ZEE / la règle des 12 miles nautiques qui pour les US ne s'applique pas si îlots sont érigés sur des récifs immergés selon US – interprétation contestée par Pékin)
- **Pourquoi ?** Canal d'approvisionnement pour 1/3 du commerce mondial + gigantesques ressources halieutiques + potentielles ressources en hydrocarbures

## 2 FOCUS : CONFLIT EN MER DE CHINE (2)

- **Chine-Japon** : surtout en 2013 (pas de sanctions officielles mais un discours des politiques chinois anti-japonais avec une chute temporaire des ventes d'automobiles japonaises)
- **Chine-Philippines** : procédure en cours via Cour permanente d'arbitrage de La Haye, avec un verdict attendu en 2016 (base juridique : Convention des Nations Unies sur le droit de la mer).
- La Chine remblaie et transforme des récifs coralliens en ports/infrastructures = poldérisation (à moindre échelle les autres Etats le font aussi : Vietnam, Philippines, Malaisie, Taïwan)
- **Etats-Unis** : ont envoyé des croiseurs naviguer au large des Spratleys/Nansha. Sont alliés de Washington, Vietnam, Malaisie, Brunei. Justifient leur engagement par la défense de la liberté de navigation. Les tensions se poursuivent en 2016 (atterrissage d'un avion civil chinois sur récif disputé / entrée illégale du destroyer US Curtis Wilbur dans eaux territoriales chinoises).

Dans le cadre du revirement géostratégique US, les projets d'accords économiques de libre échange font écho aux tensions géopolitiques : 2 solutions concurrentes

- 1) **FTAAP** (Zone de libre-échange en Asie-Pacifique) pour la Chine
- 2) **TPP** (Partenariat transpacifique) = composante économique du pivot des Etats-Unis vers l'Asie (la Chine ne fait pas partie du projet : elle critique clauses sur protection de la propriété intellectuelle et environnement)

## Contentieux en mer de Chine méridionale



Source: D.Rosenberg/MiddleburyCollege/HarvardAsiaQuarterly/Phil gov't

AFP

Source : AFP (2012)

Les ensembles d'îles concernés :

- **Les Spratleys** (îles Nansha pour Chine) : plus de 30 000 îlots revendiqués par Chine + Vietnam-Taiwan-Philippines-Malaisie-Brunei, avec importance militaire stratégique
- **Les Paracels** (îles Shisha pour Chine) : contrôlés par Chine et revendiqués – notamment – par Vietnam
- **Le récif de Scarborough** : des rochers déserts revendiqués par Chine – Taiwan – Philippines (qui y ont édifié un phare)
- **+ les îles Senkaku** (pour le Japon) / **Diaoyu** (pour la Chine) : 5 îlots déserts de mer de Chine orientale, contrôlés par le Japon et revendiqués par la Chine et Taiwan

### Géopolitique et relations avec Iran :

- Une politique étrangère de plus en plus affirmée face à l'Iran, son rival chiite, pour le leadership de la zone
- Un engagement militaire au Yémen coûteux financièrement (depuis mars 2015 à la tête d'une coalition pour appuyer le pouvoir contre des rebelles chiites). Illustre la tactique de guerre froide par terrains interposés contre l'Iran
- Pétrole : retour de l'Iran sur la scène internationale avec levée des sanctions (ce sujet tend les relations US/Arabie)
- Janvier 2016 : tensions diplomatiques (exécution de l'imam chiite Nimr Al-Nimr en Arabie) avec l'ambassade saoudienne à Téhéran attaquée et Riyad qui rompt les liens diplomatiques avec l'Iran

La « guerre froide » va se poursuivre mais un conflit ouvert entre les 2 grandes puissances est peu probable.

- Etat Islamique : a perpétré quelques attentats sur sol saoudien (vs.chiites et personnel de sécurité saoudi). L'Arabie Saoudite (dans coalition anti-EI depuis sept. 2014) a déclaré début février 2016 qu'elle envisageait l'envoi de troupes au sol pour combattre l'EI en Syrie.
- *Mise à jour : les attentats du 4 juillet 2016 n'ont pas encore été revendiqués mais leur mode opératoire rappelle l'EI selon le journal Le Monde.*

Politique interne = 3 sources potentielles de troubles à long terme

- **Les rivalités intrafamiliales** : nouveau roi Salman en place depuis janvier 2015 – quelque peu contesté par certains membres de la famille royale sur sujets politique énergétique – politique étrangère ;
- **La population chiite** : Eastern Province avec champs de pétrole + population chiite importante (les chiites = 15% de la population saoudienne totale). Probabilité très faible à CT.
- **La population saoudienne jeune** :
  - 56% de la pop saoudienne a moins de 30 ans et 32% moins de 15 ans.
  - Or les jeunes Saoudiens sont très peu actifs et il existe une inadéquation entre la formation (surqualifiée, avec des diplômés de mauvaise qualité) et les besoins du secteur privé. Alors même que la population en âge de travailler augmente.

Modèle de rente et fiscalité

- La rente pétrolière a permis d'acheter la paix sociale à un coût très élevé ;
- Ce modèle est arrivé à un tournant puisque les subventions vont subir des coupes dès 2016 (prix de l'essence à la pompe va être augmenté de 50 à 66% / prix de l'électricité et de l'eau également augmentés pour industriels et ménages les + aisés) ;
- Du côté des recettes publiques, les autorités veulent également augmenter la part de recettes non-pétrolières via de nouvelles taxes (projet de TVA déjà approuvé, mais pas de date de lancement annoncé).